



LA MANIFESTATION DE JEUDI DERNIER A PARIS. « *Ce n'est pas une faculté, c'est une caserne.* »

LA REVOLTE DES ETUDIANTS

EN rangs serrés, casqués, matraques à la main, les C.R.S. attendaient, jeudi dernier, les 5 000 étudiants parisiens décidés à faire entendre leurs revendications au ministre de l'Education nationale.

Après avoir vainement attendu le ministre à la nouvelle faculté des Sciences de Paris, qu'il devait inaugurer ce jour-là, les étudiants se dirigèrent rue de Grenelle. En effet, prévenu de la manifestation qui l'accueillerait, M. Alain Peyrefitte avait préféré se retrancher dans son bureau.

Au même moment, dans de nombreuses villes de France, d'autres étudiants manifestaient, répondant au mot d'ordre national lancé par la F.R.U.F. (Fédération des résidences universitaires de France) et l'U.N.E.F. (Union nationale des étudiants de France). « Non au nouveau règlement Peyrefitte ! », « A bas le plan Fouchet ! », « A bas la répression policière ! », tels sont les mots d'ordre qui ont retenti devant les rectorats. A Nantes, les étudiants ont parcouru la ville en brandissant le drapeau rouge. A Bordeaux, ils se sont assis devant le rectorat, bloquant la circulation pendant deux heures ; l'un d'entre eux a été

arrêté.

Les étudiants ne chahutent plus. En France, ils manifestent. Ailleurs, ils se soulèvent.

A Varsovie, la semaine dernière, plusieurs milliers d'entre eux se battaient, au nom de la liberté, contre les milices ouvrières. A Prague, ils ont déboulonné de leur piédestal trois dirigeants syndicaux atteints de sclérose stalinienne. Ainsi accomplissaient-ils un pas en direction du rêve commun à toute l'intelligentsia des pays de l'Est : celui d'un socialisme joyeux et sans entraves, d'un monde où Budapest et le Vietnam ne seront plus que des souvenirs, et où la productivité industrielle n'interdira pas la créativité artistique.

A Madrid, sous une autre férule, l'université est occupée en permanence par les forces de police.

Dans les démocraties occidentales, si l'agitation universitaire se nourrit de motifs différents, la finalité est la même. A Rome, les étudiants qui, le 1^{er} mars, se battaient avec la police au prix de 200 blessés ont récidivé en criant « pouvoir étudiant » comme d'autres crient « pouvoir noir ».

A Berlin, Rudi le Rouge Dutschke, étudiant en sociologie de

27 ans dont la sombre éloquence enflamme les passions, mobilisait, fin février, 20 000 de ses supporters pour marcher contre la mission américaine de la ville

L'exil ou la prison. Sur les campus des Etats-Unis, le rejet des « valeurs américaines » débouche sur la prise de conscience politique : un sondage effectué à l'université Harvard révèle, ce mois-ci, que plus de 40 % des étudiants choisiraient l'exil ou la prison plutôt que d'aller se battre au Vietnam.

Dans toutes les universités, le vent de la révolte s'est levé.

En France, une fois encore, c'est contre le règlement intérieur des cités universitaires que les étudiants s'insurgent. « Dans les cités, on continue à brimer les étudiants, nous déclare un professeur de Nice. On les considère toujours comme des écoliers qu'il faut commander. A qui on interdit. A qui on accorde. Le règlement intérieur des cités est fait pour des enfants de 14 ans et non pour des jeunes gens sur le point de devenir des hommes. Ce n'est pas une faculté. C'est une caserne. »

Contre cette vie de caserne, les étudiants avaient déjà manifesté un mois plus tôt, le 14 février. Dans le calme ou dans la violence, sur la quasi-totalité des campus, les

garçons ont envahies pavillons des filles pour marquer leur décision d'abolir le règlement. En attendant une prise de position ministérielle, la plupart des doyens et des directeurs de résidence ont laissé faire. Sauf à Nantes, à Nice, à Montpellier, où ils ont cru devoir faire appel à la police. La révolte des étudiants n'en a été que stimulée. A Montpellier, par exemple, l'administration appelle la police, le soir, pour empêcher un groupe d'étudiants de coller des affiches. Alertés en hâte, les résidents font front commun contre les policiers et les rejettent hors de la cité.

Les lois de la nature. Huit jours plus tard, le 22, février, le ministre de l'Education nationale, M. Alain Peyrefitte, répond. Devant le Copar (Comité parisien des œuvres universitaires et scolaires), il présente les grandes lignes d'un nouveau règlement. « Désinvolture et hypocrisie », commente, le lendemain, le bureau (national de l'U.N.E.F.



LES 23 VILLES ACADÉMIQUES.

« Hypocrisie », parce que si le nouveau règlement autorise les garçons majeurs à recevoir des filles dans leur chambre — jusqu'à 23 heures ! — la réciproque n'est pas admise. « Car, dit le ministre, les risques ne sont pas identiques : ce ne sont pas les garçons qui courent ces risques, ce sont les jeunes filles. Admettre les garçons dans les résidences féminines, c'est faire courir à l'ensemble des jeunes filles des risques qu'on ne peut mesurer. » Les résidentes peuvent donc passer la nuit chez les garçons, mais non l'inverse. Au nom des « lois de la nature ».

« Hypocrisie » encore, à interdire aux garçons de 20 ans ce qu'on leur accordera quand ils en auront 21.

« Désinvolture » enfin, parce que, s'il s'est longuement étendu sur la « circulation des sexes, le ministre n'a pas répondu aux autres revendications étudiantes, plus

fondamentales : celles qui concernent leurs libertés. Envahir les chambres des filles est un acte symbolique par lequel s'affirme une masse de revendications. En conclure que les étudiants sont de jeunes écerclés qui ne pensent qu'à faire la fête, c'est passer volontairement à côté du problème.

Ce qu'ils veulent, en réalité, c'est qu'on leur reconnaisse enfin l'ensemble des libertés accordées au reste de la nation : la liberté de réunion, d'association, d'information, d'expression. Le ministre s'est borné à répondre sur la « liberté de circulation » — pour la refuser aux trois quarts — et, pour les autres, il a annoncé la mise à l'étude de « cette question complexe », en précisant qu'elle « restera à l'étude tant que la masse des étudiants n'aura pas retrouvé son calme ».

Curieux dialogue. En dépit de cette menace implicite, elle ne l'a pas recouvré. Certes, à l'opposé de l'U.N.E.F., le groupe d'étudiants modérés qui a créé, en novembre dernier, la « Commission Campus », s'est félicité du ton employé par le ministre, mais n'en a pas moins affirmé sa volonté de « consolider les avantages acquis » le 14 février. Ce qui le distingue de l'U.N.E.F., c'est qu'il croit y parvenir par le dialogue.

Curieux dialogue que celui engagé l'autre semaine par l'académie de Nancy, qui fit appel aux gardiens de la paix et C.R.S. contre les étudiants de la cité décidés à conserver « les avantages acquis ». Matraques et grenades lacrymogènes laissèrent une vingtaine de garçons et filles inanimés devant le rectorat.

La majorité des étudiants ne croient plus au dialogue. Ils connaissent trop bien l'hermétisme de l'administration universitaire. Car, si timorées soient-elles, les déclarations de M. Peyrefitte ont paru d'une folle audace à certains responsables universitaires, tel ce recteur pour qui tous les étudiants « trublions » devraient être mis en prison. Ecartelé entre les exigences de son administration et les revendications des étudiants, le ministre n'a satisfait personne.

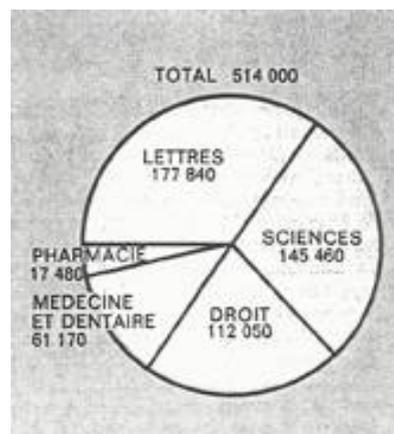
Et le calme n'est pas revenu. Parce que, sur le problème des résidences, la grande majorité des étudiants est d'accord. Ne serait-ce qu'au nom de la logique. Or il est illogique de donner à un étudiant une chambre où il vivra plusieurs années, sans l'autoriser à punaiser une photo, à déplacer un meuble, à y vivre ses amours. Il est illogique de déclarer que la disposition d'une chambre en cité est une aide décisive pour l'étudiant, et de lui interdire d'y demeurer plus de trois ans, quand la plupart des études

supérieures durent plus longtemps.

L'automne rouge. « Comment voulez-vous, nous dit M. Jacques Balland, directeur de la résidence d'Antony, qu'un étudiant qui suit des cours pour adultes à la Sorbonne, qui discute librement toute la journée au Quartier Latin, qui est adulte lorsqu'il prend son métro à la gare du Luxembourg, se transforme en gamin irresponsable lorsqu'il parvient, dix minutes plus tard, à la résidence d'Antony ? C'est absurde. » Absurde de prétendre faire vivre comme un pensionnat des communautés de 1 000, 2 000 ou 3 000 étudiants.

Au point que la plus grande et la plus ancienne résidence universitaire française, celle d'Antony, précisément, n'applique plus le règlement officiel depuis deux ans. Depuis le fameux « automne rouge » de 1965. Le 1^{er} octobre 1965, 1 700 étudiants empêchent les ouvriers de construire une loge de concierge devant le pavillon des filles. Le recteur de l'Académie de Paris riposte en envoyant quelques centaines de policiers qui montent la garde jusqu'à l'achèvement de la loge. Les étudiants continuent la lutte, trois mois durant : meetings, exclusions d'étudiants, bagarres avec la police.

Finalement, le 5 janvier 1966, le directeur d'Antony, M. Jean Bressan, est remplacé par M. Jacques Balland. A la répression, le nouveau directeur choisit de substituer la recherche du dialogue, l'élaboration d'un règlement officieux plus démocratique. Les filles majeures peuvent, comme les garçons, recevoir « l'autre sexe » dans leurs chambres ; Quant aux mineurs, ils jouissent de la même liberté, s'ils ont une autorisation de leurs parents qui libère l'administration de toute responsabilité juridique. La constitution d'associations, les réunions politiques, syndicales et culturelles sont autorisées, à condition d'être approuvées par le directeur. Les étudiants participent à la gestion des activités culturelles et décident de leur contenu.



RÉPARTITION PAR DISCIPLINES.



M. JACQUES BALLAND.
Fini, les fils de bourgeois

Les vieux interdits. Même si elles sont en retrait sur les revendications actuelles de l'U.N.E.F. et de la F.R.U.F. — qui jugent « <paternaliste> » la toute-puissance de décision laissée au directeur — ces concessions ont ramené le calme à Antony. Sans pour autant en faire le lieu de désordre et de perte que prédisaient les esprits chagrins. Depuis deux ans, au mépris du règlement officiel, les étudiants peuvent vivre à Antony. Mais pas dans les autres résidences françaises.

« Le problème des résidences, dit M. Balland, c'est, au fond, celui de la démocratisation de l'enseignement. Autrefois, les facultés n'accueillaient que les fils de bourgeois qui vivaient dans leur famille ou avaient les moyens de s'installer en ville. Aujourd'hui, l'accès aux facultés est plus ouvert, et l'on convient qu'il faut permettre aux étudiants sans fortune de se loger en cité. Mais si l'on maintient les vieux interdits de défense de la bourgeoisie, cela veut dire qu'on refuse aux étudiants issus des milieux modestes la possibilité d'une véritable initiation civique. Encore une fois il faut être logique. Le problème des étudiants rappelle celui de la décolonisation. Il faut dépaternaliser. »

Sur ce mot d'ordre, les étudiants sont tous d'accord. Parce que le paternalisme des institutions universitaires est en flagrante contradiction avec une maturité de plus en plus précoce. On brime encore les étudiants quand, déjà, la révolte gagne les lycées. Quand le cinéma et, surtout, la télévision mettent désormais les jeunes face aux réalités, à la guerre du Vietnam

et aux émeutes noires, aux débats politiques et aux exploits scientifiques. La société de consommation a découvert en eux une clientèle. Elle leur reconnaît le droit d'acheter. Elle voudrait leur dénier les autres.

Le fer de lance. Conflit des générations, la lutte dans les résidences est d'abord cela. Mais pour une fraction des étudiants, elle est plus que cela. Si le règlement des campus est en contradiction avec la démocratisation de l'enseignement, ils jugent que ce n'est pas un hasard, mais l'une des multiples manifestations de la non-démocratisation réelle de l'enseignement.

C'est ce qu'illustre bien l'histoire mouvementée de Nanterre. A sa création, il y a quatre ans, cette faculté a soulevé de grands espoirs. Ce devait être le lieu d'expérimentation d'un enseignement renouvelé, l'esquisse de l'Université de demain. De célèbres professeurs ont volontairement quitté la Sorbonne pour participer à la Grande Aventure. Aujourd'hui, cette faculté neuve suinte déjà l'ennui et la vieillesse des H.L.M. immédiatement fanés. Des murs sales, un hall kafkaïen qui évoque irrésistiblement la froideur vétuste de la salle des pas perdus de la gare Saint-Lazare. Une architecture sarcelienne dressée dans un immense chantier boueux. Un horizon : les bidonvilles. Un bruit de fond : les grues, les camions et les marteaux-piqueurs sur le chantier du métro express.

« Il ne suffit pas d'utiliser du béton et du verre pour faire du moderne, nous dit un étudiant en sociologie. Dans sa conception — avec ses amphis de 900 places — Nanterre reprend ce qu'il y a de plus vieux dans l'enseignement français. Et quelle misère architecturale ! »

Ironique, il me montre le « club des professeurs » : vaste salle vitrée, calme, pastel, fauteuils profonds et tables basses. « C'est ici que pensent les professeurs. Pour nous, c'est à côté. » A côté : une pièce aveugle, cernée de machines à distribuer boissons et nourritures, où les étudiants s'entassent, debout, entre les cours.

Grève sauvage. Après quatre ans d'existence, Nanterre est déjà le tombeau des illusions perdues, noyées sous l'avalanche démographique. En 1964, Nanterre accueillait 2 300 étudiants. Cette année, elle a dû en absorber 12 000. Une rentrée difficile : faute de professeurs, des cours, des travaux pratiques ont dû être supprimés.

Le 17 novembre, les étudiants en sociologie lancent un mot d'ordre de grève, en accord avec leurs professeurs. Mais c'est une « grève

sauvage », pas une occasion de prendre des vacances. Les étudiants sont là, mais au lieu de suivre les cours, ils veulent discuter de leurs problèmes avec les professeurs et les responsables universitaires. Le mouvement gagne l'ensemble de la faculté et se poursuit dix jours durant. Il se termine sur la constitution d'une commission mixte (étudiants, professeurs) chargée d'élaborer les propositions communes à soumettre au ministère. Ici comme en résidence s'affirme cette volonté de ne plus simplement subir — un règlement de cité, une réforme de l'enseignement — mais de participer.

Au-delà de ce désir commun, les contradictions commencent. Pour la majorité des étudiants de Nanterre, la grève ne remettait pas en cause le principe de la réforme Fouchet. Mais ses modalités : travaux pratiques surchargés, manque de bibliothèques, problème des équivalences entre l'ancien et le nouveau régime, inquiétude sur les débouchés. Maintenant que la commission mixte leur permet de discuter de ces problèmes, ils sont satisfaits. Et ils condamnent les autres, les minorités agissantes qui n'ont pas désarmé.

Cahots. Pour ceux-là, en effet, le problème n'est pas d'adoucir les cahots qu'entraîne la mise en place du plan Fouchet. Il s'agit de refuser cette réforme « technocratique » dans laquelle ils dénoncent l'asservissement de l'Université aux besoins immédiats de l'industrie,

Cette contestation-là, c'est à peine si elle s'ébauche, dans un monde étudiant désorganisé, ces dernières années, par la crise de l'U.N.E.F., la crise de l'U.E.C. (Union des étudiants communistes). Au lendemain de la guerre d'Algérie, les étudiants français, comme les adultes, se sont endormis dans le



LES ÉTUDIANTS FRANÇAIS DE 1945 À 1968.

ronron de la vieille université libérale. Mais voici qu'avec la réforme Fouchet, cette université se transforme. Tant bien que mal, elle tente de s'adapter au monde d'aujourd'hui. Pris dans cette mutation, à nouveau sensibilisés par la guerre du Vietnam, les étudiants se réveillent, critiquent, s'insurgent.

Certes, il y a encore loin de leurs petites flambées spontanées à l'existence d'un vaste mouvement tel qu'il se dessine en Allemagne par exemple. A Nanterre, les « événements » sont jusqu'ici le fait d'une petite minorité de sociologues anarchistes. Conscients de leur faiblesse numérique, ils ont choisi la seule tactique à leur portée : saisir toute occasion de faire de la provocation.

A Nantes également, le drapeau noir des anarchistes flotte sur la manifestation du 14 février qui se rend au rectorat au chant de « L'Internationale ». Le rectorat envahi, les policiers arrivent et arrêtent 45 étudiants au terme d'une bagarre qui a laissé le bâtiment totalement dévasté.

A Besançon, le 29 février, 300 étudiants manifestent dans les rues de la ville aux cris de « Plan Fouchet au panier », « L'Université que nous voulons est celle de tous les travailleurs ». En janvier dernier, à Caen, quelques centaines d'étudiants défilent aux côtés des grévistes de la Saviem et font pour eux des collectes à la sortie des restaurants universitaires.

Au coude à coude. Derrière ces mouvements épars, faibles encore, il y a tantôt les anarchistes, tantôt les marxistes-léninistes « prochinois », tantôt les trotskystes. Certes, ils ne sont pas d'accord entre eux, pas plus qu'ils ne le sont avec les étudiants communistes ou le Bureau national de l'U.N.E.F. Mais tous se trouvent au coude à coude dans les manifestations, tous refusent la réforme Fouchet.

Dans ce climat de contestation, l'U.E.C. et l'U.N.E.F. reprennent de la vigueur. Les 24 et 25 février, l'U.E.C. — qui groupe actuellement quelque 8 000 étudiants — tenait des assises nationales consacrées à la réforme de l'Université.

« La réforme du pouvoir est cohérente, intelligente, habile, mais réactionnaire, concluait à la tribune le secrétaire général Jean-Marie Cathala. Elle est réactionnaire parce qu'elle a pour seul but de fournir au capitalisme les gens dont il a besoin, de mettre l'Université sous le contrôle du patronat. »

La position du Bureau de l'U.N.E.F. est encore plus nette. « Le plan Fouchet équivaut à la

technocratisation de l'Université, nous dit son président, Michel Perraud. Il s'agit d'adapter la formation professionnelle à un certain type d'économie, par la sélection, par la séparation en cycles courts et en cycles longs. Et quand on interdit aux étudiants de rester plus de trois ans en cité, cela veut dire que l'on oriente les classes pauvres vers les voies courtes. La réforme, en fait, vise à organiser l'élimination des étudiants. Ce que nous voulons, c'est une transformation de l'Université en un sens non seulement plus démocratique, mais socialiste. Et par l'intermédiaire de l'Université que nous contestons, c'est le type de société économique et politique qu'il s'agit de contester. »

La relève. En France, comme en Allemagne, en Italie et en Espagne, même si les apparences diffèrent, c'est le même mouvement qui s'ébauche au sein du monde étudiant. En dehors du jeu politique — quand il existe — les étudiants remettent en cause les sociétés d'Europe occidentale.

Que l'opposition soit interdite — comme en Espagne — ou inexistante, comme dans l'Allemagne de la grande coalition gouvernementale, et les étudiants prennent la relève. Parce qu'ils sont encore en marge du système, ils conservent toute liberté de le critiquer sans concession.

Cela sans doute n'est pas nouveau. Mais ce qui est nouveau, c'est que, dans les divers pays d'Europe, la contestation des étudiants coïncide avec une crise de l'Université. Féodale ou libérale, partout elle s'effondre, sapée par ses contradictions avec une société de plus en plus technocratique. En Italie, en Allemagne, en Espagne même, des réformes sont prévues, qui visent, comme le plan Fouchet, à « rentabiliser » l'Université, à l'adapter aux besoins de l'économie capitaliste. Dans cette phase de mutation douloureuse, les étudiants saisissent une occasion d'agir. La transformation forcée de l'Université leur donne l'opportunité d'en discuter les objectifs, la fonction dans la société, et, par là, de discuter la société elle-même.

« Nous assistons à l'entrée de la politique dans l'Université. Elle n'est plus un monde clos », nous dit le sociologue Alain Touraine, qui professe à Nanterre. Parce que dans un monde où le progrès de la connaissance est devenu un facteur essentiel de la croissance, l'Université n'est plus seulement le lieu de transmission d'un héritage culturel. Elle devient un « lieu de production » au même titre que l'usine. En même temps, facultés et campus concentrent sans cesse davantage ces effectifs de «

production de la connaissance ». Tous facteurs favorables à la naissance d'un mouvement dans l'Université, comme la concentration industrielle le fut à la naissance du mouvement ouvrier.

La bande à Bonnot. « Mais les flambées anarchisantes, précise M. Touraine, ne sont pas un mouvement étudiant. Pas plus que la « bande à Bonnot » n'était le mouvement ouvrier. On voit maintenant renaître, à l'Université, des utopies comparables à celles du XIX^e siècle face à l'industrialisation. Ces réactions de refus sont significatives d'une malaise, d'une crise, mais ne suffisent pas à fonder un mouvement. »

Or telle est finalement la question essentielle : un vrai mouvement, ordonné sur des objectifs positifs, va-t-il naître de ces flambées ?

« Pour qu'il y ait naissance d'un mouvement, dit encore M. Touraine, il faut que se combinent trois facteurs : un blocage de l'institution universitaire, une rupture de génération et une insatisfaction politique. Encore faut-il que la rencontre de ces trois éléments ne soit pas une simple addition de refus. Le mouvement étudiant ne pourra acquérir toute son importance que dans une société qui croit au rôle moteur de la connaissance dans le développement national. »

C'est par le dosage de ces trois composantes que se différencient les mouvements étudiants des divers pays. En Italie, les manifestations, si violentes soient-elles, marquent essentiel-



FRANCFORT : RUDI DUTSCHKE (X)

CONDUIT UNE MANIFESTATION.

« Notre Vietnam, c'est ici. »

lement le refus d'une Université figée sur ses structures féodales. Il s'y greffe bien quelques affirmations politiques, anarchistes, « chinoises » ou « guevaristes », mais il manque une réelle structure idéologique. Si bien que, malgré

son ampleur actuelle, le mouvement



M. MICHEL PERRAUD.
Abattre les vieux interdits.

italien risque de tourner court s'il ne se définit pas d'autres objectifs que le seul refus d'une institution que le gouvernement est d'ailleurs décidé à réformer.

Barricades. Il en va tout autrement du mouvement allemand, qui, lui, représente une contestation du régime politique tout autant que de l'Université. Selon les résultats d'un sondage publié récemment par le « Spiegel », 78 % des étudiants sont convaincus que la démocratie ouest-allemande est purement théorique et que la société est autoritaire, conservatrice et réactionnaire ; 67 % s'affirment prêts à monter sur les barricades. « Notre Vietnam, c'est ici », proclame leur leader, Rudi Dutschke. Après ce sondage, le gouvernement ne peut plus considérer que les manifestations sont le fait d'une minorité d'excités.

Ce double refus, d'une Université et du régime, est encore plus net en Espagne. En trois ans, le mouvement étudiant s'est considérablement radicalisé. Il n'y a plus qu'une petite minorité pour croire à une libéralisation possible dans le cadre franquiste. 80 % des étudiants suivent le Syndicat démocratique des étudiants espagnols — officiellement interdit — et dont l'objectif avoué est le renversement du régime. En liaison avec les commissions ouvrières —

également interdites — les étudiants représentent la deuxième force bien organisée de l'opposition espagnole.

En France, la situation est à mi-chemin entre l'Italie et l'Allemagne. Pour une bonne partie des étudiants, les revendications ne dépassent pas le cadre de l'Université ; elles concernent leur mode de vie en résidence, leurs difficultés de travail en faculté. Mais pour ceux qui suivent le Bureau de l'U.N.E.F., elles débouchent, comme en Allemagne, sur une contestation de la société. La lutte dans les campus n'est qu'un premier épisode, le thème de mobilisation actuellement privilégié. Le mouvement s'apaisera peut-être pendant le troisième trimestre, à cause de l'échéance des examens. Mais les étudiants pensent déjà à la prochaine rentrée, qui menace d'être encore plus difficile que la précédente. Et qui donnera la matière à de nouvelles actions.



MILAN : LES ÉTUDIANTS OCCUPENT
LA COUR DE L'UNIVERSITÉ.
Sortir du simple refus.

Hystérie collective. Reste à savoir de quel poids un mouvement étudiant, même solide, peut peser dans la vie politique d'un pays. Certes, à lui seul, il ne peut faire la révolution. Mais il peut jouer le rôle de révélateur des faiblesses d'un régime. Ce sont les étudiants japonais qui ont mis à l'ordre du jour le problème de la dépendance à l'égard des Etats-Unis et qui ont ouvert la voie de la rébellion. Les étudiants allemands ont perturbé la bonne conscience de leurs aînés en semant la divergence dans les rangs socialistes : l'aile droite du S.P.D. demande l'exclusion des membres de gauche qui ont participé à la vaste manifestation des étudiants contre la guerre au Vietnam. Et la contre-manifestation organisée, à Berlin, par cette même aile droite, à vite dégénéré en hystérie collective,

en « chasse à l'étudiant » qui en a brusquement évoqué d'autres pour nombre d'Allemands horrifiés.

Dans les régimes totalitaires, où l'opposition n'a pas d'existence officielle, tout comme dans les démocraties, où l'opposition leur paraît souvent ne pas offrir une véritable alternative, les étudiants affirment une contestation radicale. Ce n'est certainement pas un hasard si, à Tokyo comme à Turin, à Berlin comme à Madrid, à Varsovie comme à Berkeley, tous s'insurgent en même temps. C'est parce qu'en dépit des différences, les objectifs qu'on leur propose sont fondamentalement les mêmes — produire et consommer — et qu'ils ne s'en contentent pas. Car ce ne sont pas des objectifs. Ce ne sont que des moyens, évidents et nécessaires, de développement, qu'ils ne songent pas plus à récuser qu'ils ne refusent d'avoir leur voiture, ce symbole du couple production-consommation.

Tout casser. Mais production et consommation au service de quoi ? De quelles conquêtes, de quelle aventure collective ? Toutes les générations ont inventé et connu la leur, qui fut parfois sanglante. Aujourd'hui, toutes les perspectives sont obscures. On sort de faculté armé de diplômes et de connaissances qui ne débouchent pas sur le réel. Le bien-être matériel, cela va de soi. S'ils ne l'ont pas, ils l'auront. Les richesses, aujourd'hui, sont ailleurs. Le monde industriel exige de ceux qui ont l'ambition de le dominer une fécondité intellectuelle, un don d'innovation et de création qui ne peuvent s'épanouir que dans un climat de liberté, et avec des perspectives qui ne soient pas strictement égoïstes.

On est généreux à 20 ans, même quand on ne pense qu'à soi et que l'on est prêt à tout casser pour échapper à l'angoisse de finir par ressembler à ses parents.

Ce que les étudiants ressentent, c'est bien plus que le traditionnel échec des générations précédentes à « changer la vie ». C'est l'absence d'espoir, l'espèce de morne résignation posée sur leur jeunesse comme le couvercle d'une marmite.

A force de le soulever, ils le feront sauter.

JACQUELINE GIRAUD ■